

Résumé

Principales conclusions

L’Autriche se caractérise par des niveaux élevés de bien-être matériel et de qualité de vie, avec une progression régulière du PIB par habitant qui se double de faibles inégalités de revenus, de normes environnementales élevées et d’un allongement de l’espérance de vie. Des conditions favorables au dynamisme du secteur des entreprises, de généreuses prestations en espèces permettant aux familles d’assurer une gamme étendue de services « maison », une offre étoffée de services publics et un système performant de partenariat social contribuent à ce résultat. La population autrichienne bénéficie donc à la fois de la stabilité et de l’équilibre travail-vie privée (« richesse en temps ») auxquels elle aspire et d’une économie prospère engagée dans une stratégie de mondialisation active.

Les pressions budgétaires apparues après la crise persistent. L’assainissement des finances publiques est en cours, mais les dépenses de long terme relatives aux services et transferts publics sont soumises à de fortes tensions. L’expansion réussie des services financiers de l’Autriche dans les pays voisins en transition a exposé le secteur à des risques de contagion considérables, qui pourraient faire peser des charges supplémentaires sur les finances publiques.

Un certain nombre de tensions se font jour. Les résultats dans les domaines de l’éducation et de la santé sont tous justes moyens et restent inégaux. Les services à la famille sont toujours assurés principalement par les femmes, qui égalent désormais les hommes en termes de niveau d’instruction et sont aujourd’hui confrontées à la difficulté grandissante de concilier responsabilités professionnelles et familiales, comme dans beaucoup d’autres pays, et à un important écart de salaire. Les immigrés peu instruits risquent de se trouver entraînés dans un cercle vicieux de manque de formation, de carrières courtes et de haute dépendance à l’égard des transferts sociaux.

Pour répondre à ces défis, il faudrait des politiques qui tiennent compte à la fois des synergies et des arbitrages qui existent entre les différentes dimensions du bien-être. Il faudrait préserver les synergies entre la croissance économique, la qualité de vie et la création de ressources pour les finances publiques, tandis que, dans les domaines où il existe des arbitrages entre les différentes dimensions du bien-être, les politiques publiques devraient donner une liberté de choix aux citoyens. Les réformes de la gouvernance publique avancent mais elles ne sont pas encore pleinement opérationnelles pour apporter des solutions à ces problèmes difficiles et interdépendants. Les autorités fédérales s’orientent maintenant vers la budgétisation axée sur les résultats, l’évaluation systématique de l’impact de la réglementation et les simulations de dépenses publiques à long terme, qui devraient aider à l’élaboration des politiques.

Une attention particulière devra être portée aux trois domaines suivants, caractérisés par des arbitrages entre des dimensions importantes du bien-être :

- **Les pressions liées à l’évolution démographique.** Le vieillissement de la population pourrait menacer la viabilité budgétaire du vaste système public de retraite, même si des réformes majeures sont déjà engagées ; l’augmentation du taux d’activité des femmes renforce la nécessité de politiques permettant de concilier responsabilités professionnelles et familiales ; et le poids important des immigrés peu instruits exige des mesures correctrices afin de préserver la cohésion sociale.
- **Les pressions environnementales liées à l’étalement urbain et à au fort développement du transport routier.** Les externalités associées au transport routier ne sont pas tarifées correctement et les politiques de développement régional ne sont pas suffisamment coordonnées entre les différents niveaux d’administration et intégrées aux politiques de logement et de transport.
- **Les mutations de l’économie mondiale remettent en question la position de force de l’Autriche dans les chaînes de production internationales** tandis que les secteurs nationaux de services ne sont pas totalement ouverts à la concurrence. Environ un tiers des nombreuses entreprises familiales vont changer de propriétaire au cours des dix prochaines années pour cause de transmission générationnelle. Le système d’enseignement est excessivement fragmenté et rend les résultats trop dépendants du milieu socio-économique des parents. Le potentiel d’innovation et de croissance à long terme de l’économie ne peut donc pas être considéré comme acquis.

Principales recommandations

Politique budgétaire et financière

- Laisser les stabilisateurs automatiques opérer librement autour de la trajectoire d'assainissement structurel annoncée pour tendre vers l'équilibre budgétaire.
- Il faudrait obliger les banques ayant des activités internationales à présenter des stratégies claires de renforcement de leurs fonds propres compte tenu de la nécessité de rembourser les capitaux publics. La restructuration des banques nationalisées doit se poursuivre.

Gouvernance publique et élaboration des politiques

- Mettre pleinement en œuvre la budgétisation axée sur les résultats, l'évaluation d'impact de la réglementation et les simulations de dépenses publiques à long terme et les étendre à l'ensemble des administrations publiques.
- Veiller à ce que la masse croissante d'indicateurs disponibles sur les différentes dimensions du bien-être soit intégrée dans le processus d'élaboration des politiques. Encourager les partenaires sociaux à œuvrer pour que toutes les parties intéressées soient représentées.

Viellissement, obligations professionnelles/familiales et intégration des migrants

- Abaisser tous les obstacles restants à l'emploi des travailleurs âgés et combler les failles qui permettent l'accès au régime de retraite anticipée. Tenir compte de l'allongement de l'espérance de vie dans les mécanismes de viabilité du système de retraite. Calculer les éléments « redistribution » et « épargne à prélèvement différé » dans le système afin d'améliorer le corpus de données servant de base pour l'élaboration de mesures dans l'avenir.
- Offrir des services de garde d'enfants de haute qualité et à des prix abordables pour tous les âges. Les subventions devraient être accordées à conditions égales entre les prestataires publics, sans but lucratif et privés afin de stimuler l'entrée et l'innovation dans le secteur.
- Développer le dialogue avec les communautés issues de l'immigration afin d'améliorer les perspectives d'éducation et d'emploi de la prochaine génération.

Durabilité environnementale

- Mieux tarifier les externalités liées au transport routier. Alourdir les taxes sur le diesel compte tenu de ces externalités. Envisager d'étendre le système de péages routiers. Supprimer le régime fiscal favorable appliqué aux véhicules de société et éliminer progressivement la subvention aux coûts de trajet domicile-travail.
- Développer des instruments pour améliorer la coordination entre les administrations locales, les Länder et l'État fédéral en vue de favoriser un habitat plus dense, bien desservi par les transports publics. Afin d'accroître l'offre de terrain dans certaines régions, alourdir la fiscalité immobilière en revalorisant les terres imposées.

Répondre aux défis de la mondialisation

- Soutenir la modernisation du gouvernement d'entreprise dans les entreprises familiales, afin notamment de faciliter les transmissions générationnelles, et encourager davantage l'offre de capital-risque. Réduire les obstacles à l'entrée dans le secteur des services, notamment les services sociaux, sans abaisser les normes élevées de qualité ni porter atteinte à la protection des consommateurs.
- Mettre en œuvre des politiques de nature à préserver un enseignement de haute qualité et correspondant aux besoins du marché du travail, qui doit rester le principal moteur du bien-être de l'Autriche dans l'avenir comme dans le passé, suivant les recommandations de l'*Étude économique* de 2009 et de la Stratégie de l'OCDE sur les compétences.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Austria 2013

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-aut-2013-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: Austria 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-aut-2013-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.